

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le commissariat aux comptes est exercé par un Commissaire aux comptes titulaire nommé par le Conseil d'administration en sa séance du 8 juin 2021 et par un Commissaire aux comptes suppléant nommé par le Conseil d'administration en sa séance du 28 juin 2022, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un rapport sur les comptes annuels a été établi pour l'exercice 2024.

Commissaire aux comptes titulaire

Le Cabinet RSM PARIS
26 rue Cambacérès - 75008 – PARIS

Commissaire aux comptes suppléant

Monsieur Clément PERROT
26 rue Cambacérès – 75008 – PARIS

Leur mandat est d'une durée de 6 exercices soit jusqu'à l'issue du Conseil de 2027 qui sera appelé à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.



FONDATION CREDIT AGRICOLE SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris

26, rue Cambacérès

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

FONDATION CREDIT AGRICOLE SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Administrateurs de la Fondation CREDIT AGRICOLE SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation CREDIT AGRICOLE SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles suivies par votre fondation relatives au placement du fonds de dotation ainsi qu'à la comptabilisation des fonds dédiés.

Les fonds correspondants à la dotation initiale sont comptabilisés en immobilisations financières qui font l'objet d'un provisionnement éventuel en cas de perte de valeur. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la comptabilisation éventuelle de provisions sur les différents placements comptabilisés.

Les fonds dédiés enregistrent les ressources affectées à des projets définis mais qui n'ont pas été utilisés sur l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné les modalités de comptabilisation des fonds dédiés ainsi que les dotations et reprises y afférents.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de Commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Cyrille Gabay
Le 10/06/2025

ID: tx_k6rmXV309MeJ

Signed with
Universign

Cyrille GABAY

Associé

NOS ETATS FINANCIERS

Compte de résultat

Fondation Crédit Agricole
CASD

COMPTE DE RÉSULTAT
Au 31 décembre 2024

2024	2023
------	------

RESSOURCES	1 664 932 €	3 042 503 €
Cotisations	1 015 500	1 465 500
Quote-parts de générosités et donations reçues	166 792	665 448
Utilisation des fonds dédiés	482 641	911 555
DEPENSES	2 055 011 €	3 257 288 €
FINANCEMENT DE PROGRAMMES	1 581 225 €	2 358 487 €
Quote-parts de générosités reversés	1 581 225	2 358 487
AUTRES CHARGES EXTERNES	362 602 €	386 566 €
Achats non stockés de matières et fournitures	-	10
Services Extérieurs	3 520	3 840
Personnels détachés	193 474	208 830
Prestations de services	43 933	58 738
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 699	60 428
Communication (publications, événements,...)	31 293	46 138
Déplacements missions et réception	70 652	8 321
Frais postaux et de télécommunications	0	246
Services bancaires et assimilés	30	15
IMPÔTS ET TAXES	0 €	0 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS	111 184 €	512 236 €
Report des fonds dédiés	111 184	512 236
RESSOURCES / DEPENSES	-390 078 €	-214 785 €
RESSOURCES FINANCIERES	360 928 €	294 674 €
Autres produits financiers	313 597	264 374
Reprise sur depreciation financière	47 331	30 300
DEPENSES FINANCIERES	0 €	13 000 €
DAP - Immobilisations financières	-	13 000
EXCEDENT FINANCIER	360 928 €	281 674 €
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-29 150 €	66 888 €

Analyse du compte de résultat

Le compte de résultat peut s'analyser à partir des différents soldes intermédiaires de gestion.

✓ Total des ressources en 2024 : 1 665 K€

Elles comprennent :

- La cotisation de 1 000 K € versée par les Caisses régionales et les filiales de Crédit Agricole S.A (qui sera versée, à partir de 2024, tous les ans, à hauteur d'un million d'euros jusqu'en 2026) ; dont 200 K€ sont attribués au financement des frais de fonctionnement et 800K€ au financement des projets votés ;
- Les cotisations annuelles versées par les membres (IFCAM et FNCA) à hauteur de 16 K€.
- Les fonds récoltés via les souscripteurs de deux OPCVM solidaires (Fonds Commun de Placement CA Habitat et Humanisme et Fonds Commun de Placement Solidarités CA contre la Faim) à hauteur de 206 K€.
- Les quotes-parts de co-financements des entités annulées à hauteur de -40 K€.
- Les reprises de fonds dédiés pour un montant global de 483 K€.

✓ Total des dépenses en 2024 : 2 055K€

Elles comprennent :

- | | |
|--|----------|
| ○ Le Financement des programmes courants : | 1 581 K€ |
| ○ Les frais de fonctionnement de la Fondation : | 363 K€ |
| ○ Les engagements à réaliser sur dons manuels affectés :
(Report de ressources non utilisées) | 111K€ |

✓ Ressources & dépenses Financières : 361 K€

Il s'agit principalement de la perception :

- Des produits financiers, nets des frais de gestion, pour un total de 314 K € (155 K€ d'intérêts au titre des Dépôts à Terme souscrits auprès du Crédit Agricole D'Ile de France, 73 K€ de produits structurés CACIB, 47 K€ d'intérêts liés au Contrat de capitalisation paraphe CAPI, 35 K€ d'intérêts de TSR émis par Crédit Agricole SA et 4 K€ d'intérêts de compte sur Livret et livret A).
- D'une reprise de provisions pour dépréciation des TSR émis par Crédit Agricole S.A. et produits structurés à hauteur de 47K €.

Bilan

Fondation Crédit Agricole
CASD

BILAN
Au 31 décembre 2024

ACTIF	2024			2023
	BRUT	AMORT-DEPR	NET	NET
► ACTIF IMMOBILISE	10 956 826 €	26 213 €	10 930 613 €	11 860 356 €
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- €	- €	- €	- €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- €	- €	- €	- €
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 956 826 €	26 213 €	10 930 613 €	11 860 356 €
Autres Titres Immobilisés	6 910 826	26 213	6 884 613	6 790 190
Autres créances immobilisées	4 000 000	-	4 000 000	5 000 000
Autres créances immobilisées : intérêts courus	46 000	-	46 000	70 166
► ACTIF CIRCULANT	1 908 728 €	- €	1 908 728 €	1 777 081 €
STOCKS ET EN COURS	- €	- €	- €	- €
CRÉANCES	217 345 €	- €	217 345 €	372 539 €
Clients et comptes rattachés	217 345	-	217 345	372 539
Créances fiscales et sociales	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	-
Intérêts courus	-	-	-	-
VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT	- €	- €	- €	- €
Obligations	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	-	-	-	-
SICAV				
DISPONIBILITE	1 691 383 €	- €	1 691 383 €	1 404 542 €
Banque	1 360 049	-	1 360 049	1 145 458
Banque - Compte espèces titres	92 525	-	92 525	24 613
Banque - Dépôts à Terme	-	-	-	-
Banque - Livret A Associatif	85 569	-	85 569	83 077
Banque - CSL Association	73 943	-	73 943	72 493
Banque - CSL Classique	79 297	-	79 297	78 902
► COMPTES DE RÉGULARISATION	323 000 €	- €	323 000 €	443 000 €
Charges constatées d'avance	323 000	-	323 000	443 000
TOTAL ACTIF	13 188 554 €	26 213 €	13 162 341 €	14 080 437 €

PASSIF	2024	2023
► CAPITAUX PROPRES	10 908 646 €	10 937 796 €
Fonds propres sans droit de reprise	9 510 000	9 510 000
Autres reserves	-	-
Dotation consommable	-	-
Report à nouveau	1 427 796	1 360 907
RESULTAT DE L'EXERCICE	-29 150 €	66 888 €
► FONDS REPORTES ET DEDIES	1 350 414 €	1 721 871 €
Fonds dédiés	1 350 414	1 721 871
► PROVISIONS	- €	- €
► DETTES	903 282 €	1 420 770 €
DETTE FINANCIERES	- €	- €
Dépôts et garanties reçus	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
DETTE D'EXPLOITATION	903 282 €	1 420 770 €
Programmes à financer	811 000	1 317 266
Dettes fournisseurs et assimilés	92 282	69 504
Dettes fiscales et sociales	-	-
Autres dettes	-	34 000
► COMPTES DE RÉGULARISATION	- €	- €
Produits constatés d'avance	-	-
TOTAL PASSIF	13 162 341 €	14 080 437 €

Analyse du Bilan

1) ACTIFS DU BILAN

ACTIFS IMMOBILISES : 10 931 K€

Les actifs immobilisés correspondent notamment aux placements des fonds associatifs de 9 510 M€.

Ces placements se décomposent de la manière suivante :

- ✓ Obligations TSR CASA 2,3% 2026 à hauteur de 1,5 M€, avant provision de -23 053 € (soit une valeur nette de 1 476 947 €) ; auxquelles sont attachés des intérêts courus non échus pour 6 325€. Cette obligation a vocation à être détenue jusqu'à l'échéance et remboursée au pair. La valorisation des titres s'étant appréciée sur un an, une reprise de provision de 37 K€ a été enregistrée. La moins-value latente à fin 2024 s'élève désormais à 23 K€.
- ✓ Contrat de capitalisation Paraphe CAPI (géré par CALI Europe, investi à 100% en Fonds Euro) valorisé à hauteur de 3 410 826 €.
- ✓ Deux dépôts à terme pour un montant global de 5 M€ : 4 M€ à taux progressif sur 5 ans (TRAAB 3,6693%) et 1 M€ à taux fixe sur 18 mois (2,75%) qui a été cédé le 15/06/2024.
- ✓ Acquisition au 01/02/2023 de 2 produits structurés CACIB pour un montant total de 2 M€ à capital garanti de maturité 5 ans :
 - une Note de 1 M€ à taux fixe, dont la valorisation au 31/12/2024 est supérieure au prix d'acquisition ;
 - une Note de 1 M€ à taux variable, dont la valorisation au 31/12/2024 reste, comme en 2023, en moins-value latente. Celle-ci s'élevant à 3 K€ fin 2024, une reprise de provision de 10 K€ a été enregistrée.

ACTIFS CIRCULANTS : 1 909 K€

L'actif circulant se décompose comme suit :

Composantes	Montant
Créances d'exploitation	217 345 €
Compte bancaire	1 360 049 €
Livrets A , CSL	238 809 €
Compte espèces titres CA Indosuez (coupons)	92 525 €
Total	1 908 728 €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE : 323 K€

2) PASSIFS DU BILAN

CAPITAUX PROPRES : 10 909 K€

✓ **Fonds de dotation sans droit de reprise :** **9 510 K€**

Il s'agit de la dotation statutaire initiale de la Fondation, intégralement versée par les 41 membres donateurs au moment de la constitution de la Fondation en 2014 (les 39 Caisses régionales, l'association Solidarité Développement et la FNCA).

✓ **Fonds dédiés :** **1 350 K€**

A la clôture de l'exercice, le solde du compte « Fonds dédiés » comprend la partie des ressources apportée par des tiers financeurs dans le but de financer des projets définis, mais qui n'a pas encore pu être utilisée en fin d'exercice.

A la clôture de l'exercice :

- Les ressources reçues au cours de l'exercice et affectées à l'activité de la fondation pour les financements de projets sont comptabilisées en compte 19 « Fonds dédiés » par le débit du compte 689 « Engagements à réaliser ».
- Les montants engagés lors de l'exercice pour le financement de projets sont repris du « Fonds dédiés » en produits de l'exercice par le crédit du compte 789 intitulé « Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Au 31 décembre 2024, les engagements restants à réaliser sont les suivants :

Fonds dédié au projet Covid 19 :	0 €
Fonds dédié à la santé et issu de la donation de la CAMCA :	624 634€
Fonds dédié aux autres projets	0 €
Fonds dédié FCP	206 309 €
Fonds dédié au projet Solidarité Ukraine	519 470€

Le Fonds dédié aux « autres projets » étant insuffisant pour assurer le financement total des projets comptabilisés en 2024, un montant de -243 K€ est venu impacter directement le résultat.

✓ **Report à nouveau :** **1 428 K€**

✓ **Résultat de l'exercice :** **-29 K€**

DETTES D'EXPLOITATION: **903 K€**

Elles se composent :

a. Des Programmes à financer :	811 000 €
b. Des dettes fournisseurs et comptes rattachés :	92 282 €
c. De dettes fiscales :	0 €
d. Autres dettes	0 €

Annexe



Le bilan dont le total est de 13 162 341 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat de -29 150 euros.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

Règles et méthodes comptables

Tableau des immobilisations

Tableau des amortissements

Tableau des provisions et dépréciations

Etat des échéances

Etat des charges à payer et des produits à recevoir

Etat des charges et produits constatés d'avance

REGLES ET METHODES COMPTABLES

La Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement a été créée sur l'initiative de la Fédération Nationale du Crédit Agricole et des Caisses régionales de Crédit Agricole.

Le Conseil d'Etat lui a délivré, par décret du 10 décembre 2014, le statut de Fondation reconnue d'utilité publique (publication au JORF n°0287 du 12 décembre 2014 – page 20825 – texte n°40).

La dotation initiale de la Fondation s'élève à 9.510.000 €. Elle est apportée pour 7 M€ par les 39 Caisses régionales de Crédit agricole Mutuel, pour 2,5 M€ par l'association CASD et pour 10.000 € par la FNCA.

L'association CASD a procédé à son assemblée générale extraordinaire de dissolution le 20 octobre 2016.

La Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement a pour mission de favoriser l'autonomie socio-économique des personnes. Les actions soutenues doivent avoir un effet pérenne et un impact durable sur l'environnement proche et contribuer à améliorer, dans la durée, les conditions de vie de leurs bénéficiaires.

Ses axes d'intervention portent notamment sur :

- l'insertion sociale : réussite éducative, éducation budgétaire, fracture numérique, mobilité, autonomie alimentaire, ...
- l'insertion professionnelle et économique : recherche d'emploi, formation professionnelle, aide à la création d'entreprises,
- le logement : accès, mal logement, précarité énergétique,
- la santé et le bien vieillir : lutte contre l'isolement des personnes âgées, perte d'autonomie, désertification médicale....

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes définis notamment par le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect des règles de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité d'exploitation ;
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ✓ indépendance des exercices.

Les règles d'évaluation utilisées pour ces comptes annuels sont celles des coûts historiques et des valeurs actuelles.

Le résultat net de l'exercice est constitué par la différence entre d'une part (i) la quote-part des cotisations dédiée au fonctionnement, les recettes exceptionnelles et les produits financiers, et d'autre part (ii) les dépenses engagées pour la réalisation de l'activité de l'association (frais de personnels, impôts et taxes, frais financiers, achats de biens et services divers, les amortissements, ...). En 2024, ce résultat a également été impacté par l'insuffisance constatée au niveau du financement des « autres projets ».

A la date d'arrêté des comptes nous n'avons pas connaissance d'incertitudes remettant en cause la poursuite de l'activité de la Fondation CASD.

1. Rappel des règles fiscales de la fondation CASD

La Fondation CASD, étant reconnue d'utilité publique, est considérée comme une personne morale permettant de réaliser une œuvre d'intérêt général non lucrative.

A ce titre, elle bénéficie du régime fiscal applicable à l'ensemble des organismes à but non lucratif, c'est-à-dire l'exonération totale des impôts commerciaux : impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, TVA, impôt sur les sociétés à taux réduit.

2. Informations relatives au fonds de dotation initial

Le fonds de dotation initial sans droit de reprise se décompose comme suit :

Membres donateurs	Total en euros
ALPES PROVENCE	199 081
ALSACE - VOSGES	153 441
ANJOU et du MAINE	204 765
AQUITAINE	213 729
ATLANTIQUE VENDEE	207 766
BRIE PICARDIE	232 085
CENTRE EST	255 870
CENTRE FRANCE	219 842
CENTRE LOIRE	183 507
CENTRE OUEST	133 655
CHAMPAGNE BOURGOGNE	168 958
CHARENTE MARITIME DEUX-SEVRES	164 122
CHARENTE PERIGORD	143 429
CORSE	102 349
COTE D'ARMOR	147 594
DES SAVOIE	236 125
FINISTERE	161 175
FRANCHE-COMTE	168 859
GUADELOUPE	101 129
ILLE-ET-VILAINE	159 164
LANGUEDOC	233 020
LOIRE HAUTE LOIRE	155 337
LORRAINE	152 362
MARTINIQUE GUYANE	102 773
MORBIHAN	148 674
NORD DE FRANCE	259 185
NORD EST	242 630
NORD MIDI PYRENEES	182 516
NORMANDIE	193 435
NORMANDIE SEINE	169 909
PARIS ILE DE FRANCE	330 660
PROVENCE COTE D'AZUR	199 313
PYRENEES GASCOGNE	178 552
REUNION	131 122
SUD RHONE ALPES	184 706
SUD-MEDITERRANEE	129 033
TOULOUSE 31	147 566
TOURAIN ET DU POITOU	159 811
VAL DE FRANCE	142 751
CASD	2 500 000
FNCA	10 000
TOTAL	9 510 000

3. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

4. Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés correspondent notamment aux placements des fonds associatifs de 9.5 M€.

Ces placements se décomposent de la manière suivante :

- ✓ Obligations TSR CASA 2,3% 2026 à hauteur de 1,5 M€, avant provision de -23 053 € (soit une valeur nette de 1 476 947 €) ; auxquelles sont attachés des intérêts courus non échus pour 6 325€. Cette obligation a vocation à être détenue jusqu'à l'échéance et remboursée au pair. La valorisation des titres s'étant appréciée sur un an, une reprise de provision de 37 K€ a été enregistrée. La moins-value latente à fin 2024 s'élève désormais à 23 K€.
- ✓ Contrat de capitalisation Paraphe CAPI (géré par CALI Europe, investi à 100% en Fonds Euro) valorisé à hauteur de 3 410 826 €.
- ✓ Deux dépôts à terme pour un montant global de 5 M€ : 4 M€ à taux progressif sur 5 ans (TRAAB 3,6693%) et 1 M€ à taux fixe sur 18 mois (2,75%) qui a été cédé le 15/06/2024.
- ✓ Acquisition au 01/02/2023 de 2 produits structurés CACIB pour un montant total de 2 M€ à capital garanti de maturité 5 ans :
 - une Note de 1 M€ à taux fixe, dont la valorisation au 31/12/2024 est supérieure au prix d'acquisition ;
 - une Note de 1 M€ à taux variable, dont la valorisation au 31/12/2024 reste, comme en 2023, en moins-value latente. Celle-ci s'élevant à 3 K€ fin 2024, une reprise de provision de 10 K€ a été enregistrée.

Ces placements sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Ils font l'objet d'une provision lorsque leur valeur de réalisation est durablement inférieure à leur valeur nette comptable. Lorsqu'une cotation existe, celle-ci est utilisée pour évaluer la valeur de réalisation et, le cas échéant, établir le montant de la provision à doter dans les comptes.

En cas de cession, le prix de revient des titres cédés est calculé suivant la méthode « FIFO – PEPS » (premier entré, premier sorti).

En 2024, l'ensemble des placements de la Fondation (placements comptabilisés en titres immobilisés et placements comptabilisé au niveau de l'actif circulant) ont généré des produits financiers nets de frais de gestion de 313 597€.

5. Disponibilités.

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

6. Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif du bilan qui, à la clôture de l'exercice, enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, mais qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris.

A la clôture de l'exercice :

- Les ressources reçues au cours de l'exercice et affectées à l'activité de la fondation pour les financements de projets sont comptabilisées en compte 19 « Fonds dédiés » par le débit du compte 689 « Engagements à réaliser ».
- Les montants engagés lors de l'exercice pour le financement de projets sont repris du « Fonds dédiés » en produits de l'exercice par le crédit du compte 789 intitulé « Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Au 31 décembre 2024, les engagements restants à réaliser sont les suivants :

Fonds dédié au projet Covid 19 :	0 €
Fonds dédié à la santé et issu de la donation de la CAMCA :	624 634 €
Fonds dédié aux autres projets	0 €
Fonds dédié FCP	206 309 €
Fonds dédié au projet Solidarité Ukraine	519 470 €

A noter que le fonds dédié aux autres projets est constitué de 80% des cotisations appelés auprès des Caisses régionales et des filiales de Crédit Agricole S.A, les 20% restants étant affectés au frais de fonctionnement de la Fondation.

7. Informations relatives aux fondations abritées

Néant

8. Dépenses afférentes au commissariat aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se décompose de la manière suivante :

- ✓ Honoraires facturés au titre du contrôle légal : 6 154 € TTC
- ✓ Aucun Honoraire facturé au titre des services autres que la certification des comptes.

9. Informations diverses

Au cours de l'exercice, la Fondation n'a pas fait appel à la générosité du public telle que définie par l'ordonnance 2015-904 du 23 juillet 2015.

10. Evénements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice

Aucun événement important ou ayant une incidence significative sur les comptes n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

2024				
	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions ou mises hors service	Valeur brute en fin d'exercice
► IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- €	- €	- €	- €
Frais d'établissement, de recherche et de développement	-	-	-	-
► IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- €	- €	- €	- €
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Réhabilitation immeuble	-	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements divers	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
► IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	11 860 356 €	166 636 €	1 070 166 €	10 956 826 €
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	6 790 190	120 636	-	6 910 826
Autres créances immobilisées	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000
Autres créances immobilisées : intérêts courus	70 166	46 000	70 166	46 000
TOTAL GÉNÉRAL	11 860 356 €	166 636 €	1 070 166 €	10 956 826 €

2024				
SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montants des amortissements en fin d'exercice
► IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	- €	- €	- €	- €
Frais d'établissement de recherche et de développement	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Réhabilitation immeuble	-	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements divers	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
► IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	- €	- €	- €
Frais d'établissement de recherche et de développement	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-
Terrains	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-
Réhabilitation immeuble	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-
Installations générales, agencements et aménagements divers	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-

2024

MONTANT DES CHARGES A PAYER ET DES AVOIRS A	44 426 €
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Emprunts et dettes financières diverses	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 426
Dettes fiscales	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	-

Produits à recevoir
Au 31 décembre 2024

2024

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR et DES	43 095 €
Créances clients	43 095
Créances fiscales	-
Créances sociales	-
Autres créances	-

Charges et Produits constatés d'avance
Au 31 décembre 2024

2024

MONTANT DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	- €
Produits constatés d'avance	
MONTANT DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	323 000 €
Charges d'exploitation	323 000

2024				
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
► PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	- €	- €	- €	- €
Provisions pour investissement				-
Provisions pour hausse des prix				-
Provisions pour fluctuation des cours				-
Amortissements dérogatoires				-
Autres provisions réglementées				-
► PROVISIONS	- €	- €	- €	- €
Provisions pour litiges				-
Provisions pour garanties données aux clients				-
Provisions pour pertes sur marché à terme				-
Provisions pour amendes et pénalités				-
Provisions pour pertes de change				-
Provisions pour pensions et obligations similaires				-
Provisions pour impôts				-
Provisions pour renouvellement des immo		Sans objet		-
Provisions pour grosses réparations				-
Provisions pour charges fiscales et sociales sur congés à payer				-
Autres provisions pour risques et charges				-
► DÉPRÉCIATIONS	73 543,75 €	- €	47 330,84 €	26 213 €
Des immobilisations incorporelles				-
Des immobilisations corporelles				-
Des titres mis en équivalence				-
Des titres de participations				-
Des autres immobilisations financières	73 543,75	-	47 330,84	26 213
Des stocks et en cours				-
Des comptes clients				-
Autres dépréciations				-
TOTAL GÉNÉRAL	73 544 €	- €	47 331 €	26 213 €

2024

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
▶ ÉTAT DES CRÉANCES	217 345 €	- €	217 345 €
De l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) et (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	217 345	-	217 345
Clients et comptes rattachés	217 345	-	217 345
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Créances représentatives des titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Organismes sociaux	-	-	-
État - Impôt sur les bénéfices	-	-	-
État - TVA	-	-	-
État - Autres impôts et versements assimilés	-	-	-
Groupe et associés (2)	-	-	-
Autres créances	-	-	-
Charges constatées d'avance	-	-	-
RENVOIS			
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
▶ ÉTAT DES DETTES	903 282 €	439 016 €	464 266 €	- €
Emprunts obligataires convertibles (1)	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières diverses (1) et (2)	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	92 282	92 282	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Organismes sociaux	-	-	-	-
État - Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
État - TVA	-	-	-	-
État - Autres impôts et versements assimilés	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Groupe et associés (2)	-	-	-	-
Autres dettes - Programmes	811 000	346 734	464 266	-
Autres dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
RENVOIS				
(1) Emprunts souscrits au cours de l'exercice				
(1) Emprunts remboursés au cours de l'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractées auprès des associés personnes physiques				